Document generated on 08/07/2025 1:35 p.m.

Relations

RELATIONS

Un temps pour célébrer les luttes

Amel Zaazaa

Number 798, September–October 2018

URI: https://id.erudit.org/iderudit/88762ac

See table of contents

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)
1929-3097 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Zaazaa, A. (2018). Un temps pour célébrer les luttes. *Relations*, (798), 7–8.

Tous droits réservés © Relations, 2018

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

langage pour le développement intellectuel et social d'une personne. L'apprentissage du français, langue première au Québec, doit être grandement amélioré, et ce, au cours de toute la scolarisation. Le français ne doit plus être considéré uniquement comme une « matière scolaire », mais plutôt comme le socle de tous les apprentissages. La diplomation au terme du secondaire et du collégial doit correspondre à de solides compétences langagières qui, si elles se développent tout au long de la vie, permettront à ceux et celles qui sortent des écoles, des collèges et des universités d'avoir le bagage suffisant pour bien vivre et travailler en se faisant respecter.

Le troisième chantier, « Revaloriser le travail des artisan-e-s de l'éducation », décrit les inacceptables conditions de travail de tout le personnel du système d'éducation – notamment des enseignantes et enseignants récemment embauchés –, conditions qu'il faut améliorer de toute urgence pour réduire les nombreux départs et la souffrance au travail. Rien ne sert de parler d'une revalorisation du travail enseignant ni de ressortir l'éternelle fausse solution d'un ordre professionnel, systématiquement refusé par les personnes concernées, si l'État n'est pas prêt à mettre en place dès maintenant les solutions préconisées par les organisations compétentes du monde de l'éducation, dont le Conseil supérieur de l'éducation. Bref, les solutions sont là ; il ne manque que la volonté politique de les mettre en œuvre. De plus, il faut rendre possible une formation continue de qualité (actuellement aléatoire et de pertinence discutable) et bonifier la formation initiale du corps enseignant.

Le collectif entreprend un travail systématique d'information et de mobilisation autour de ces enjeux ; il veut rassembler celles et ceux pour qui l'institution scolaire doit instruire et éduquer dans le but de contribuer à la construction d'une société réellement démocratique, creuset d'une culture commune et du vivre-ensemble.

* Ce texte est rédigé en tenant compte des rectifications orthographiques adoptées par l'Académie française en 1990.

1. Voir le site Web de Debout pour l'école ! : <ecole. ca.edu>.

UN TEMPS POUR CÉLÉBRER LES LUTTES

La Semaine de l'action communautaire autonome, qui aura lieu du 22 au 27 octobre prochain, insistera cette année sur la mémoire des luttes.

Amel Zaazaa

L'auteure est conseillère en stratégie politique et aux communications du RQ-ACA

Comme tous les ans, le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) tiendra, à la fin du mois d'octobre, une Semaine nationale de l'action communautaire autonome dont l'objectif général est de valoriser le travail des 4000 organismes communautaires composant son réseau et de rendre hommage aux 60 000 travailleuses et travailleurs ainsi qu'aux 425 000 bénévoles qui s'y activent quotidiennement.

Les organismes d'action communautaire autonome, qui ont été créés par et pour les gens de la collectivité, incarnent encore aujourd'hui les principes fondateurs du mouvement communautaire, reconnus depuis 2001 par une politique gouvernementale : la participation citoyenne, l'éducation populaire, la défense collective des droits et l'autonomie de leur action. Les organismes qui composent le mouvement communautaire œuvrent dans tous les secteurs : jeunesse, femmes, personnes vivant avec une limitation fonctionnelle, loisir, logement, consommation, environnement, etc.

Néanmoins, le Réseau est mis à mal depuis près de quinze ans par les politiques d'austérité des gouvernements successifs ainsi que par les multiples atteintes à son autonomie. Les enveloppes budgétaires diminuent faute d'indexation suffisante, mais la transformation même du modèle de financement met en péril l'ACA. Nous observons en effet une nette progression du financement par entente de service et par projet, au détriment du financement de la mission globale des organismes (mission qu'ils se donnent eux-mêmes). Résultat : ces derniers font de plus en plus souvent face à un financement non récurrent, qui les contraint de surcroît à répondre à des paramètres précis dictés par les différents ministères. Cette réalité érode les capacités d'action

Une constituante citoyenne et théâtrale

Mêlant initiative citoyenne et création artistique, le metteur en scène Christian Lapointe a lancé le printemps dernier *Constituons !*, en partenariat avec l'Institut du Nouveau Monde, le théâtre Carte Blanche, le Centre du Théâtre d'Aujourd'hui ainsi que neuf théâtres situés dans neuf régions du Québec. Le projet se décline de deux manières : la première est la mise sur pied d'une assemblée constituante en bonne et due forme qui se déroulera entre la fin août 2018 et avril 2019, la seconde est une production théâtrale en juin 2019, qui s'appuiera sur le travail de la constituante et demandera la participation du public lors des représentations. L'objectif est d'amorcer une discussion sur notre identité collective, sur ce qui nous définit comme société et de libérer l'assemblée constituante de tout intérêt partisan. Au creux de cette démarche se trouve une vision du théâtre comme agora, c'est-à-dire « un lieu de rassemblement social et politique » où les citoyens et citoyennes peuvent délibérer. Le projet de constitution qu'élaborera la constituante sera quant à lui déposé à l'Assemblée nationale en juin 2019.
Voir <inm.qc.ca/constituons>.

Capsules vidéo pour les 40 ans de la SODEP

La Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP), dont *Relations* est membre, fête cette année ses 40 ans d'existence. La SODEP veille depuis 1978 à promouvoir les revues culturelles québécoises par l'entremise, notamment, de kiosques lors des différents salons du livre un peu partout au Québec et d'événements tels le Printemps des revues et la remise annuelle de prix d'excellence soulignant la qualité des revues culturelles. À l'occasion de ses 40 ans, la SODEP a conclu un partenariat avec la Fabrique culturelle pour accroître la visibilité du travail de ses périodiques membres. Quelques capsules sont déjà disponibles en ligne sur <lafabriqueculturelle.tv> et *Relations* fera bientôt l'objet de l'une d'entre elles.

ESPOIR

BDS : les villes européennes s'activent

La campagne Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre l'État d'Israël et les entreprises actives dans les territoires palestiniens occupés a trouvé un nouveau dynamisme du côté des villes européennes ces derniers mois. En avril dernier, le conseil municipal de Dublin, la capitale de l'Irlande, s'est prononcé en faveur de la campagne en mentionnant « le blocus et le siège inhumains infligés à Gaza ». La Ville s'est engagée à mettre fin à tous ses contrats commerciaux le liant à Hewlett Packard, ciblée par BDS pour les services que la société offre à l'armée israélienne en matière technologique. Plus récemment, les villes italiennes de Naples, Turin, Bologne, Florence et Pise ont pour leur part demandé que l'Italie et les institutions européennes imposent un embargo total sur les armes destinées à Israël et tiennent le pays responsable des crimes et violations de droits répétés contre les Palestiniens. À cela s'ajoute l'adoption, en juillet dernier, d'un projet de loi voté par le Sénat irlandais, qui, s'il est adopté par le Parlement, interdira toute importation de produits provenant des territoires occupés dans ce pays – une première et une victoire potentielle importante pour BDS.

La jeune Mona Abdul Magid lors d'une action de solidarité de Palestiniens en faveur du projet de loi voté par le Sénat irlandais, Dublin, 11 juillet 2018. Photo : Crispin Rodwell/AP Images pour Avaaz

et de critique des organismes et les confine trop souvent au rôle de simples prestataires de services, face à un État qui se désengage de plus en plus des services publics et des programmes sociaux. Les organismes sont désormais en quête perpétuelle du financement qui leur permet de survivre et de répondre aux demandes croissantes de la population.

Malgré tout, les travailleurs, les travailleuses et les personnes qui militent au sein du Réseau résistent sans relâche à son démantèlement ou à sa dénaturation. Ainsi souhaitent-ils cette année, durant la Semaine nationale de l'action communautaire autonome, célébrer leurs luttes et les victoires engrangées et rendre hommage aux actrices et acteurs de transformation sociale qui les ont précédés.

Rappelons que, depuis sa création, le mouvement communautaire a joué un rôle majeur dans la défense des droits, en particulier des personnes les plus vulnérables de notre société. Les luttes menées par les organismes communautaires ont engendré des gains substantiels dans la société. À maintes reprises, elles ont inspiré les gouvernements en place en inventant des modèles sociaux inédits. Pensons aux cliniques communautaires créées dans les années 1960 par des infirmières et des citoyennes et citoyens qui ont inspiré le réseau des CLSC, mis en place et étendu à toutes les villes de la province en 1972. On peut également citer les garderies populaires créées dans différents quartiers de Montréal par des comités de parents, dans les années 1970, précurseurs du réseau des centres de la petite enfance, un modèle unique qui fait aujourd'hui la fierté du Québec et dont on tente de s'inspirer un peu partout au Canada. Les organismes communautaires ont aussi été parmi les premiers à offrir des services d'aide juridique aux personnes n'ayant pas les moyens de se payer un avocat, inspirant ainsi tout le modèle étatique de l'aide juridique.

Ces victoires collectives ne doivent pas être oubliées ou attribuées à la bonne volonté des politiciens au pouvoir ; il s'agit, au contraire, de gains remportés de haute lutte. Se remémorer ces combats permet aussi de comprendre que le mouvement communautaire a depuis toujours été une locomotive qui tire notre société vers une plus grande justice sociale en mettant sur pied des modèles et des solutions originaux adaptés aux besoins exprimés par la population.

De nombreux événements se dérouleront tout au long de la semaine du 22 octobre. L'hôtel de ville de Montréal ouvrira ses portes à une exposition itinérante de photographies et de vidéos ainsi qu'à une série de conférences qui feront revivre, à leur manière, des victoires majeures du mouvement féministe et des groupes qui luttent contre la pauvreté, pour le droit au logement, aux services de santé et à l'éducation, etc. L'exposition fera aussi écho aux luttes actuelles, notamment celles des Autochtones et celles contre le racisme. Par la suite, elle voyagera partout au Québec à travers le Réseau.

En outre, plusieurs lieux culturels et librairies indépendantes s'animeront tout au long de la semaine en accueillant des débats citoyens et des présentations d'ouvrages qui relatent l'histoire du mouvement communautaire et mettent en valeur l'expertise et les savoirs des travailleuses et des travailleurs communautaires. S'ajoutent à cette programmation des ateliers d'éducation populaire dans les cégeps et les universités, en plus des nombreuses activités qui seront organisées par les organismes dans les diverses régions du Québec.

Tous les événements seront gratuits et accessibles à toutes et à tous. On trouvera la programmation détaillée au <www.rq-aca.org>.